



**À** la veille des États généraux du progrès social, nous pouvons déjà faire plusieurs constats.

Dans la très grande majorité des fédérations, un nombre conséquent d'initiatives publiques, de rencontres et débats ont été initiés ces dernières semaines par les communistes. En lien avec des luttes locales et celles et ceux qui s'y investissent, et souvent en écho à des batailles à caractère national, ces initiatives multiples visaient toutes à faire émerger des solutions de progrès social. Beaucoup nous ont transmis leur compte-rendu et leurs projets d'actions à l'issue de ces temps forts, notamment ceux qui ne pourront être présent·e·s en région parisienne ce samedi. Ils sont versés comme apports aux ateliers du 3 février. De plus, les participant·e·s inscrit·e·s aux États généraux, des militant·e·s impliqué·e·s dans ces luttes et initiatives, viendront de beaucoup de départements. Les réalités territoriales seront ainsi représentées dans leur diversité.

Cette dynamique constitue un important point d'appui pour donner une dimension nationale à notre campagne pour le progrès social que la journée du 3 février peut et doit permettre de développer et amplifier.



## une campagne nationale pour le progrès social à inscrire dans la durée

Cette première étape de rencontres et d'échanges engage des convergences de solutions, de propositions, et surtout des constructions de combats à élargir à l'échelle nationale.

Dans la période actuelle, bien des luttes émergent : Hôpital, Ehpad, Éducation nationale et universités, les salariés Carrefour, les cheminots, les salariés de l'énergie la semaine prochaine... qui posent la question des services publics, du travail et de l'emploi et de l'utilisation de l'argent, notamment.

Le rôle du PCF ne peut se limiter à accompagner et soutenir les luttes. Aussi s'agit-il de construire des fronts communs de riposte et de propositions alternatives aux politiques libérales, au pouvoir de Macron, et de les rendre majoritaires dans le pays afin de pouvoir porter, ensemble, un projet politique de progrès social et humain.

Inscrire dans la durée et de manière organisée, avec de nouveaux rendez-vous et la mise en débat de solutions crédibles et lisibles, cette campagne nationale pour le progrès social, en lien avec la préparation de notre congrès, c'est aussi donner du sens au combat communiste.

Isabelle de Almeida  
présidente du Conseil national du PCF



✓ **03 février** : États généraux du progrès social (région parisienne)  
détail du programme : <http://progres-social.pcf.fr>

✓ **9 et 10 mars** : 3<sup>e</sup> états généraux de la révolution numérique *Reprenons le pouvoir*

✓ **4 et 5 mai** : assises de l'Écologie (siège du PCF)



## faire entendre les résistances et les propositions

Le 27 janvier, nous avons réuni, à la fédération, les secrétaires de sections du département. Ce moment de travail a permis d'échanger autour de l'actualité gouvernementale et des mobilisations. Les sujets ne manquent pas dans un département où certaines villes sont maintenant marquées par la pauvreté. Les communistes de Seine-Maritime ont décidé de combattre la bataille idéologique libéro/capitaliste à l'œuvre en apportant un prolongement politique aux nombreuses luttes du département.

La question hospitalière, qui anime beaucoup de mobilisations locales, ne fait pas exception dans le département. À cette bataille, qui inclut le mouvement naissant sur les EHPAD, les camarades ajoutent l'importance d'agir sur les transports ferroviaires avec la mobilisation des cheminots la semaine du 8 février. Simultanément s'engage la diffusion régulière d'un fac-similé de *l'Humanité*, reprenant articles et dossiers du journal de la semaine, sur les points fixes accompagné d'une vente du journal. Cette bataille, dans la durée, a pour objectif de faire connaître *l'Humanité*. C'est aussi un élément pour décrypter la complexité des nombreuses réformes de Macron et permettre de faire entendre les résistances et propositions alternatives.

Cette démarche peut aussi (re)mobiliser les militants et amis dans le long terme autour d'objectifs politiques et permet d'y inclure, le cas échéant, l'expression des sections, comme de camarades élus (maires, conseillers départementaux, parlementaires...). En bref, consolider ou développer la présence des communistes pour mener la bataille en démontrant que la politique peut et doit changer les choses et en faire une caisse de résonance des attentes utiles pour nos orientations.

L'ensemble de ces batailles permettront d'alimenter par « la vraie vie » les débats du congrès afin d'être plus à même de définir les choix politiques faisant de notre organisation un outil adapté aux défis de notre temps.

Gilles Groguec  
responsable *Vie du Parti* de Seine-Maritime



## DE LA DÉFENSE DU BUREAU DE POSTE À

### la construction du service public postal dont nous avons besoin

L'importante mobilisation des usagers (avec près de 5 000 signatures de la pétition), des syndicalistes, militant·e·s et élu·s communistes et apparentés de Saran, Fleury et Orléans, débutée en octobre 2017, a fait reculer la direction de La Poste. Suite aux 36 heures d'occupation du bureau de poste des Aydes, sa fermeture initialement prévue le 5 décembre 2017, puis le 26 janvier, a de nouveau été reculée d'au moins 4 à 6 semaines ! C'est une deuxième victoire citoyenne importante obtenue malgré les tentatives de la direction de La Poste pour casser l'occupation : coupures d'électricité, vigiles, huissier, assignations à comparaître... En dépit de tout cela, le collectif a tenu bon et a gagné cette manche.

Le PCF, ses élu·e·s locaux, ses militant·e·s, leur expérience dans les luttes, l'utilité de l'organisation mise à disposition de la mobilisation (matériel, tirages et distributions de près de 80 000 tracts, mobilisation des

réseaux) ont été des facteurs déterminants dans cette avancée. La mobilisation va continuer pour obtenir l'abandon définitif du projet de fermeture. Et dans le même temps, à partir de cette lutte qui a payé, de l'ensemble des arguments développés par les citoyens sur les raisons de leur mobilisation, nous voulons travailler politiquement à écrire le service public postal dont nous avons besoin.

Nous l'avons constaté, la logique financière de La Poste l'emporte sur sa mission de service public. Les bureaux de poste pourtant utiles sont fermés et sont remplacés par des points relais commerçants qui ne répondent pas aux besoins de la population. Il faut changer de logique, se servir de cette lutte qui a rassemblé des usagers d'horizons divers autour d'une même volonté, faire converger ce besoin et cet attachement commun à la présence postale au plus près des usagers, ouvrir une perspective à un besoin concret.

C'est le fil conducteur des *États généraux* du 3 février à Paris qui seront suivi localement, dans les prochaines semaines, d'un échange public sur cette question de La Poste.

Mathieu Gallois  
secrétaire départemental du Loiret

### la préparation du congrès en pratique

pour apporter suggestions, propositions  
contributions personnelles ou collectives, CR d'AG :  
le site du congrès 2018 : <http://congres2018.pcf.fr/>

